



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Grève des personnels hospitaliers

Question au Gouvernement n° 4112

Texte de la question

GRÈVE DES PERSONNELS HOSPITALIERS

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat.

Mme Caroline Fiat. Il y a un peu plus d'un an, ici à l'Assemblée, tous les soirs à vingt heures, vous étiez là, fiers, à applaudir les soignants. Aujourd'hui, une fois encore, dans un silence assourdissant, les personnels hospitaliers sont en grève. Où est la belle époque des applaudissements, des héros et du « quoi qu'il en coûte » ?

Monsieur le ministre des solidarités et de la santé, le 19 février dernier je vous interpellais sur vos actions visant à rappeler les soignants ayant quitté leur métier. Fait rare et inattendu, vous sembliez ce jour-là disposé à l'écoute et prompt à la promesse : vous avez alors promis d'agir et de nous donner les chiffres. Alors, où sont les chiffres ? Où sont tous les soignants qui devaient revenir ?

M. Patrick Hetzel. Le Ségur !

Mme Caroline Fiat. Le virus est-il en pause actuellement ? Non, les services de réanimation ne désemplissent pas et il nous reste à rattraper le retard dû aux déprogrammations. Jusqu'à dix-huit mois de suractivité sont nécessaires pour revenir à une situation qui n'était déjà pas brillante. (*M. Jean Lassalle applaudit.*) Comment comptez-vous gérer ce surplus considérable d'interventions ? Avec qui, avec quels moyens et dans quelles conditions ?

Partout, dans notre pays, les démissions s'enchaînent. Les absences pour cause de maladie sont le quotidien des services de ressources humaines de nos structures de santé. Les délais pour une opération, bénigne il y a encore quelques mois et devenue vitale aujourd'hui, s'allongent. Les soignants se mobilisent à nouveau et à nouveau vous les méprisez.

Alors, monsieur le ministre, où sont les chiffres ? Pas ceux des fermetures qui continuent, pas ceux des réductions budgétaires programmées : où sont les chiffres des vraies augmentations de salaire des soignants, des recrutements et d'une reconstruction programmée de l'hôpital public, pour que la santé soit enfin un bien commun ? (*MM. Ugo Bernalicis, Stéphane Peu et Sébastien Jumel applaudissent.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Sur les 4 000 lits à la demande que le Ségur s'était engagé à ouvrir, plus de 3 000 ont déjà été ouverts en quelques mois. Ce n'était pas arrivé depuis quinze ou vingt ans dans l'histoire de l'hôpital de notre pays.

Vous posez la question de la hausse des salaires, mais vous connaissez le chiffre : c'est près de 9 milliards d'euros.

Mme Caroline Fiat. Non !

M. Olivier Véran, ministre. Vous le savez car vous ne l'avez pas voté, madame la députée.

M. Christian Hutin. Oh, elle est bête !

M. Olivier Véran, ministre. C'est 183 euros nets par mois pour 1,5 million de salariés de l'hôpital, soignants et non-soignants, sans compter les revalorisations des grilles salariales qui autorisent en moyenne des gains de 50 euros, mais qui permettront en réalité à des infirmières en fin de carrière de percevoir non pas 300 euros supplémentaires, mais 500 voire 600 euros.

Mme Caroline Fiat. Non !

M. Olivier Véran, ministre. Ce sont les plus fortes hausses salariales jamais rencontrées dans l'histoire de l'hôpital de notre pays.

M. Christian Hutin. Vous n'avez pas le droit de dire cela !

M. Olivier Véran, ministre. Il y a eu, à cette fin, non pas un ni deux, mais trois accords majoritaires signés avec les syndicats. Je suis sûr que vous êtes respectueuse du dialogue social et du fonctionnement des syndicats.

Mme Caroline Fiat et M. Ugo Bernalicis. Ils sont en grève !

M. Olivier Véran, ministre. Eh bien, sachez que Force ouvrière, la CFDT, l'UNSA ont signé, à trois reprises – la dernière fois, il y a dix jours, j'étais présent avec Mme Brigitte Bourguignon –, les avenants au Ségur, dans le cadre d'accords majoritaires. (*M. Christian Hutin proteste.*) Monsieur le député, vous n'êtes pas obligé de me hurler dessus ou de hurler sur tous les intervenants.

M. Christian Hutin. Je ne vous hurle pas dessus !

M. Olivier Véran, ministre. Nous essayons de répondre calmement.

Madame la députée, vous posez la question de la déprogrammation. Il n'y a pas, fort heureusement, dix-huit mois de déprogrammation de soins à l'hôpital.

M. Christian Hutin. Non, elle est bête !

M. Olivier Véran, ministre. Nous avons eu, pendant la dernière vague, jusqu'à 60 % de déprogrammations en moyenne, sur une période de six à sept semaines, ce qui va, certes, nécessiter des efforts de reprogrammation des soins, avec priorisation de la chirurgie en cancérologie et en matière de greffe et de prise en charge des pathologies chroniques. Nous avons demandé aux soignants de recommencer à reprendre tous les soins différés. Nous suivons la situation avec grande attention, parce que c'est la santé des Français qui est en jeu. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat.

Mme Caroline Fiat. Tout fonctionne tellement bien, monsieur le ministre, que les démissions continuent. Bravo à vous !

Données clés

Auteur : [Mme Caroline Fiat](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4112

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [9 juin 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 juin 2021](#)